

Les prisonniers de guerre français et allemands, acteurs de la dynamique européenne d'une guerre mondiale à l'autre ?

French and German Prisoners of War – Actors in the European Dynamics from one World War to another?

Fabien Théofilakis

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/siecles/2625>

DOI : 10.4000/siecles.2625

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Fabien Théofilakis, « Les prisonniers de guerre français et allemands, acteurs de la dynamique européenne d'une guerre mondiale à l'autre ? », *Siècles* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 11 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2625> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.2625>

Ce document a été généré automatiquement le 11 juin 2022.

Tous Droits Réservés

Les prisonniers de guerre français et allemands, acteurs de la dynamique européenne d'une guerre mondiale à l'autre ?

French and German Prisoners of War – Actors in the European Dynamics from one World War to another?

Fabien Théofilakis

- 1 Les deux guerres mondiales, au XX^e siècle, en changeant l'échelle de la captivité par son ampleur – entre 7 et 8,5 millions lors du premier conflit mondial, près du triple lors du second et de son après-guerre¹ –, par sa durée – le soldat allemand passe en moyenne, lors de la Seconde Guerre mondiale, plus de temps en captivité que sur le champ de bataille² –, par la mobilisation culturelle croissante qui modifie l'image de l'ennemi pour lui conférer une altérité que l'on veut irréductible, changent le rapport du prisonnier non seulement à ses détenteurs, mais aussi à son pays en guerre et déterminent, pour partie, son rôle dans la construction de la paix dans un cadre européen.
- 2 Prisonnier, le soldat se retrouve, géographiquement, aux avant-postes, au contact de l'ennemi, qu'il peut observer, apprendre à connaître, voire – selon les configurations politiques – servir en vue d'un rapprochement décidé à l'échelle gouvernementale. Rapatrié, il peut mettre en avant sa connaissance de l'ancien belligérant, vaincu ou vainqueur, pour sortir de la guerre et construire une paix durable. Les captifs, par leur effectifs tout autant que par l'irréductibilité de leur expérience avec l'ennemi, auraient eu leur part dans l'évolution des représentations de l'adversaire, dans la circulation des deux côtés du Rhin d'idées de pacification et, ainsi, participé à la construction de l'Europe. La dynamique est assurément moins linéaire que ce récit idéal-typique. D'une part, car la perception de l'ennemi, vaincu ou vainqueur, passe, pour le prisonnier, par l'évaluation de sa propre expérience en tant que captif. Or, celle-là est reliée à l'image qu'il a – ou pense avoir – dans sa patrie. Dans une dynamique de totalisation du conflit,

enchâssée dans la guerre de trente ans entre la France et l'Allemagne de 1914 à 1945, la condition de vaincu ne se résume pas à sa dimension militaire, elle acquiert une connotation civique : le prisonnier apparaît d'abord comme un mauvais patriote. Lors de la Grande Guerre, le captif a mauvaise presse, la capture trahissant, en 1914, une attitude de lâcheté. Le général Joffre fait savoir, en novembre 1914, que « tout militaire non blessé fait prisonnier sera, à son retour de captivité, l'objet d'une enquête à l'effet de déterminer s'il y a lieu de prendre, envers lui, des sanctions disciplinaires [...] notamment pour capitulation, désertion à l'ennemi ou abandon de poste en présence de l'ennemi³ ». L'attitude évolue certes au cours du conflit : à la fin de la guerre, le secrétaire d'État à la Justice militaire inclut, désormais, parmi les soldats français qui ont « magnifiquement rempli leurs devoirs », les prisonniers de guerre. De déserteurs, ils sont devenus les victimes exemplaires de la façon dont un ennemi sans foi ni loi mène la guerre. Ils sont réintégrés dans l'Union sacrée comme « nos camarades » ou « nos soldats » en tant qu'ils servent à diaboliser l'adversaire. Les prisonniers n'ont droit de cité dans la propagande que dans la mesure où ils témoignent des atrocités commises par ce dernier.

- 3 L'image du captif est encore moins pensable dans la culture de guerre du III^e Reich : le combattant nazi revient victorieux du champ de bataille... ou meurt au combat. La défaite de Stalingrad en février 1943⁴ force Berlin à intégrer le prisonnier nazi dans sa propagande et le III^e Reich à choisir entre deux logiques : considérer, dans une dynamique de guerre totale, les prisonniers comme des traîtres qui seront abandonnés à leur sort ; préserver la *Volksgemeinschaft* (communauté du peuple) en intégrant les captifs qui seront secourus. Après hésitation, le *Führer* ordonne, début mars 1945, la fin des secours sur le front de l'Ouest :

« Celui qui est tombé en captivité, sans être blessé ou pouvoir prouver qu'il a combattu jusqu'au bout, a perdu son honneur. La communauté des soldats loyaux et courageux le désapprouve. Ses proches répondront pour lui⁵. »

- 4 Preuve qu'il est impossible de réaliser son sacrifice *für das Vaterland* (pour la patrie) derrière les barbelés, alors que le nombre de soldats tombés en mains françaises avoisine les 70 000. Seul sans doute le régime de Vichy accorde une image positive à la captivité en conférant au quelque 1,8 million de Français capturés lors de la campagne de France en mai-juin 1940 une valeur de symbole, de la défaite de la République, puis de la politique de redressement de l'État français.
- 5 Réfléchir à la place des captifs dans la dynamique européenne sur le « court XX^e siècle⁶ » amène donc à considérer un jeu d'échelles et de représentations : échelle individuelle avec l'image que le prisonnier a de lui-même ; échelle nationale avec l'image que le prisonnier donne de lui à ses proches et à sa nation/front domestique ; échelle transnationale avec l'image que lui renvoient les autres et ses détenteurs⁷. Cette interaction entre auto-perception, représentation et hétéro-perception détermine en grande partie le passage des prisonniers en médiateurs de dynamique de paix, qualifie le cadre européen comme horizon d'action et explique pourquoi le rapport à l'autre – l'Allemand ou le Français – passe nécessairement, pour le captif, par une clarification de son rapport à sa communauté nationale.
- 6 D'autre part, en raison d'une question d'échelle, la captivité – celle qui se vit en camp, en *Kommando* de travail, en guerre mondiale – correspond à une formidable réduction de ce que le captif sait de sa patrie au-delà de la correspondance, des journaux censurés, des publications de propagande et de ce qu'il perçoit de ses détenteurs. Dans

quelle mesure est-il dès lors capable, à partir de sa propre expérience, de penser, en termes collectifs, une évolution des rapports avec l'autre ? La patrie reste-t-elle, pour lui – prisonnier d'un pays en guerre –, le cadre de référence pour penser la pacification des rapports avec l'ancien adversaire ? Ou bien la captivité est-elle ce creuset qui fait de l'internationalisme une catégorie pour promouvoir la paix européenne et la collaboration avec l'ancien ennemi⁸ ?

- 7 Le présent article apportera des éléments de réponses à partir de points saillants tirés de trois moments-clés des relations franco-allemandes dans une perspective européenne : la réponse, dans les années vingt, des mouvements des anciens prisonniers de guerre allemands à l'Europe de Versailles ; la tentative du régime de Vichy d'utiliser la captivité française en mains allemandes dans la construction d'une Europe allemande lors de la Seconde Guerre mondiale ; l'engagement des anciens prisonniers de guerre allemands en France dans le rapprochement des deux pays dans le second après-guerre.

L'héritage de la Grande Guerre : la captivité, la nation, l'Europe sans les vaincus ?

- 8 Dans les millions de lettres envoyées pendant le conflit d'un front domestique à l'autre par les captifs en France et en Allemagne, l'Europe ne fait pas partie de l'horizon d'attente des prisonniers tant la libération est d'abord pensée en termes personnels – le retour, les retrouvailles personnelles, la reconnaissance nationale –, tant aussi la totalisation en cours empêche de voir l'ennemi comme un partenaire dans un après-guerre bien incertain. L'Europe apparaît-elle, après le conflit, comme un espace de discussion et d'action où les anciens prisonniers pourraient convertir leur expérience en terre ennemie ?
- 9 Dans cette histoire qui reste largement à écrire, l'univers institutionnel des anciens prisonniers de guerre offre un champ particulièrement fertile pour analyser l'articulation entre échelle nationale et européenne : alors que les anciens captifs français, dont 60 000 rejoignent à partir de 1921 la Fédération nationale des anciens prisonniers de guerre, sont davantage intégrés au monde des Anciens combattants, en Allemagne se multiplient, après la signature de l'armistice en novembre 1918, les associations d'anciens prisonniers de guerre en marge des regroupements de soldats du front. Le contexte qui contrarie la démobilisation culturelle et rend problématique la pacification des rapports entre anciens ennemis, y est favorable : la fin des hostilités ne coïncide pas avec le rapatriement des prisonniers allemands, dont les derniers ne seront libérés par Clemenceau qu'en 1920 afin de faire pression sur les négociations de paix et de bénéficier d'une main-d'œuvre captive pour la reconstruction⁹.
- 10 Le réseau des associations d'anciens prisonniers allemands est dominé dès les années vingt par la *Reichsvereinigung ehemaliger Kriegs- und Zivilgefangener* ou *ReK* (Union des prisonniers de guerre et prisonniers civils). Fondée en mars 1919, ce rassemblement compte, d'après ses propres chiffres, jusqu'à 400 000 adhérents en 1921, soit un tiers du 1,2 million de captifs allemands. Le rapatriement des derniers prisonniers, la politique sociale de la République de Weimar et l'appel du futur entraînent cependant une rapide baisse de ses adhérents – entre 10 000 en 1924 et 30 000 dans la seconde moitié des années vingt – et explique la disparition de son organe de presse en 1923. Le positionnement critique de l'Union vis-à-vis de la nouvelle démocratie allemande

entraîne, en 1925, la naissance de la *Republikanisch-pazifistische Vereinigung ehemaliger Kriegsgefangener* ou *VeK* (Union républicaine et pacifiste des anciens prisonniers de guerre). Alors que la *ReK* cantonne ses missions à l'obtention de reconnaissances symbolique (égalité de droit avec les soldats du front), financière et sociale, la *VeK* défend un programme qui combat le militarisme comme le service militaire et appelle à la réconciliation entre les peuples. Elle fait cependant front commun avec la *ReK* pour ses revendications sociales et adhère à la *Deutsche Kriegsgefangenenliga* (Ligue allemande des prisonniers de guerre) qui regroupe, sous l'égide de la *ReK*, l'ensemble des mouvements d'anciens prisonniers allemands. Les journaux des associations constituent une première source pour considérer le positionnement des anciens prisonniers dans la sortie de guerre en Europe.

- 11 Dans l'organe de presse de la *ReK*, *Der Heimkerer* (*Le Rapatrié*) consulté pour les années 1920-1922, l'Europe n'apparaît pas comme projet politique. Et pour cause : dans une Allemagne vaincue mais dont les soldats rentrent en vainqueurs, dans une république qui doit gérer un territoire amputé de 13 % et signer le *Diktat* de Versailles, le principal mot d'ordre des associations d'anciens prisonniers est d'abord de faire reconnaître les droits des captifs, c'est-à-dire d'affirmer la valeur militaire et l'engagement patriotique de leurs membres afin de justifier leur place dans la communauté nationale. Tout comme ils n'ont cessé d'être mobilisés, derrière les barbelés, pour l'Allemagne et contre leurs détenteurs, les anciens prisonniers entendent, après leur rapatriement, mettre plus que « toutes les autres catégories de participants à la guerre », « l'ensemble de leurs forces au service en voie de constitution de la collectivité, qui a besoin pour se déployer pleinement juste d'une petite impulsion¹⁰ ». L'avenir de l'Allemagne passe donc par l'union intérieure, le national primant l'international, autrement dit – comme l'affirme le premier numéro de 1920 – « d'abord la réconciliation du peuple et la guérison intérieure, ensuite la réconciliation des peuples¹¹ ». D'où les appels à ne pas oublier le respect mutuel que se doivent les compatriotes et à faire prévaloir ce qui unit sur ce qui divise, « car le pays natal (*Heimat*) nous lit, notre communauté nationale (*Volksgemeinschaft*) nous lie¹² ».
- 12 Ce n'est donc pas l'Europe en tant qu'entité continentale qui apparaît, dans le discours officiel de la *ReK*, comme cadre de négociation pour une paix durable, car acceptable par l'Allemagne, mais l'échelle nationale, tant les États sont perçus comme une force de blocage à la pacification préalable à la paix. Dans cette perception, la France, par la politique de captivité jugée inhumaine de son gouvernement, devient l'un des thèmes récurrents du discours militant des organes d'anciens prisonniers qui font de l'expérience de guerre le gage de leur intégration. La mise en accusation du voisin occidental se cristallise à partir de deux mots d'ordre : d'une part, la revendication de libération de tous les prisonniers encore détenus en France – y compris les « soi-disant criminels » – afin qu'ils ne servent pas de gage à l'application des dispositions du traité de paix ; d'autre part, la dénonciation du traitement des prisonniers contraire au droit pendant la guerre comme après avec les camps d'Avignon, puis de Toulon. Ce discours accusateur s'inscrit, explicitement, dans la bataille de la propagande de 14-18, qui vise à montrer que c'est au final la France qui est la vraie coupable de barbarie. Il permet aux anciens captifs de faire valoir à la fois leur appartenance nationale en dénonçant l'injustice du sort réservé à l'Allemagne et leur expérience de guerre en se posant en médiateurs pour construire une paix moins mauvaise. Car face à l'ennemi et dans l'adversité, le soldat devenu captif « a appris » ; c'est le leitmotiv de plusieurs articles :

« Les premières années de la captivité nous ont tous rendus intérieurement plus mûrs et ont aiguisé notre regard pour voir certaines nécessités, que la plupart dans la *Heimat* (pays natal) ont complètement perdu¹³. »

13 En croisant échelle nationale et échelle européenne, la politique allemande de la France fait ressortir les souffrances du prisonnier qui les assimilent à des combattants et leur confère un magistère moral. Si la position d'altérité qui découle de leur condition de captif leur a fait prendre conscience de la supériorité de la « culture allemande et la situation sociale allemande face aux étrangers », elle leur a également fait voir les « avantages des rapports étrangers », source de connaissances précieuses¹⁴. C'est pourquoi la France, ou plutôt le Français, ne sert pas seulement à dénoncer, mais aussi à envisager un monde sans guerre.

14 Le rapport au voisin européen permet en effet de faire face à une tension croissante : comment être la fois patriote et pacifiste ? Comment vouloir la paix et prôner le révisionnisme, puisque la seule Europe qui apparaît dans les colonnes du journal associatif est celle du traité de Versailles ? En effet, si, précisément, les anciens prisonniers dénoncent avec véhémence l'ordre de Versailles, c'est que, loin d'assurer la paix, il s'apparente à la « "poursuite de la guerre par d'autres moyens", à savoir la guerre économique », entrave la liberté personnelle, territoriale et étatique, détruit les racines de l'existence de l'Allemagne¹⁵. Une deuxième captivité pire que la précédente en somme. Or, comme l'ont appris les captifs sous le joug français, ce n'est pas la haine qui peut libérer le monde : seul le « grand évangile de l'amour, de l'humanité, de la justice est en mesure de libérer l'homme et le monde de toute hostilité ». Dans ce combat pour la révision du traité, les prisonniers constituent les avant-gardes de la communauté allemande. Précisément, car grâce à leur expérience, ils peuvent distinguer les gouvernements criminels que sont les Clemenceau et autres Poincaré des Français qui ont souffert de la guerre. Seuls les prisonniers, qui ont eu certes à subir une population excitée par le chauvinisme, ont vu, « pendant ces longues années de travail, les régions affreusement dévastées, [...] ont vécu et ressenti comment les habitants ont essayé de se reconstruire un foyer en utilisant les moyens les plus primitifs¹⁶ ». Et de conclure :

« La reconstruction des régions détruites doit être une revendication de tout mouvement qui promeut la culture, car elle doit contribuer à apaiser les blessures de la guerre et réconcilier les peuples¹⁷. »

15 Voilà pourquoi le *ReK* encourage tout particulièrement l'établissement de relations entre population française et travailleurs allemands, notamment dans le nord de la France, à condition toutefois que ces derniers viennent travailler librement et hors de toute direction française¹⁸. Se dégage en filigrane, par le biais de l'appel à une entraide économique, une conception civilisationnelle de l'Europe, une Europe des valeurs et des peuples au-delà des frontières et des gouvernements. C'est elle qui permet de concevoir le national et l'international, non pas comme deux opposés inconciliables, mais comme deux directions qui peuvent se rencontrer, « une conclusion qui doit absolument être davantage connue par notre peuple, si nous voulons parvenir à l'unité¹⁹ ». Il est néanmoins difficile de mesurer concrètement l'impact de telles déclarations sur l'évolution de l'idée européenne parmi les anciens prisonniers allemands, même si l'on sait que la *ReK* a continué à entretenir d'intenses contacts avec le milieu ancien combattant français et anglais dans la perspective de réconciliation des peuples, et ce jusque dans les années trente²⁰.

Les prisonniers de guerre français, « missionnaires du nouvel ordre européen²¹ » ?

- 16 La deuxième expérience de captivité de masse se produit dans un tout autre contexte, militaire, politique et européen : à l'issue de la campagne de France en mai-juin 1940, 1,8 million de soldats français est fait prisonnier par les armées du III^e Reich ; 1,6 million part en captivité dans l'Allemagne nazie ; 940 000 y resteront cinq ans, jusqu'en mai 1945. Cette captivité qui concerne 8,5 % de la population masculine française²² symbolise à la fois l'« abîme » (débâcle militaire, crise morale et sociétale, remplacement de la III^e République par l'État français) mais aussi le redressement de la France. Le maréchal Pétain attribue une fonction régénératrice aux prisonniers qui prennent une place de premier ordre dans le discours et le dispositif de la Révolution nationale : leur sacrifice sur le champ de bataille, leurs privations dans les camps les auraient conduits à renoncer à l'« esprit de jouissance » pour devenir cette « aile marchante du grand mouvement de redressement national, le véritable ciment de cette unité française » qu'entend diriger le chef de l'État français²³. Par leur vie quasi monastique, propice à l'examen critique, par la « rédemption par la souffrance », favorable à l'expiation des fautes passées, les prisonniers montreraient, à leurs compatriotes restés en France, le chemin pour restaurer la Nation France²⁴.
- 17 Former à distance les cadres de la France de demain passe toutefois... par Berlin, ce qui n'est pas l'un des moindres paradoxes de la Révolution nationale menée dans un pays vaincu, divisé, occupé²⁵. On le voit dans la mise en place des structures en charge des prisonniers en 1940-1941 : bicéphalie, en France, des structures administratives avec une Direction des services des prisonniers de guerre ayant son siège à Vichy, puis à Lyon, en zone dite « libre » et une sous-direction à Paris, en zone occupée ; ouverture d'une délégation du Service diplomatique des prisonniers de guerre à Berlin sous la direction de Georges Scapini ; création d'une Commission du retour du prisonnier de guerre pour articuler politiques et espaces binationaux²⁶.
- 18 Contrairement à la Première Guerre mondiale, le cadre européen s'impose donc comme horizon d'action pour les gouvernements, mais aussi de réflexion pour les prisonniers, les plaçant au cœur de la politique de collaboration. Dès lors, le rapport de force entre le régime de Vichy et le III^e Reich, qui détermine les termes de cette politique, devient le prisme à travers lequel la nouvelle Europe et la place de la France dans cet ensemble dominé par l'Allemagne nazie sont pensées, pendant le conflit et après, dans le milieu prisonnier.
- 19 La propagande nazie abordée ici à partir du *Trait d'Union*²⁷, le périodique bihebdomadaire édité à partir de septembre 1940 par le service de la *Wehrmacht* à destination des prisonniers français et dont les articles sont supposés rédigés spontanément par des Français en stalag et en oflag, fait du cadre européen la seule option pour que la France continue à exister. À partir de juillet 1944, il adopte le sous-titre *Sous l'étendard de l'Europe*. Dans les articles sur l'Europe, la France et le rapprochement franco-allemand entre 1940 et 1944 sont présentés dans une logique implacable, selon une perspective germano-centrée : pour que la France retrouve son rang, autrement dit, étant donné la configuration géopolitique, garantisse sa place dans l'Europe nazie, il faut qu'elle collabore. Pour qu'elle puisse collaborer, il faut qu'elle se redresse intérieurement et pour qu'elle le fasse rapidement et radicalement, il faut qu'elle s'appuie sur les prisonniers de guerre français qui ont appris à connaître, de

l'intérieur, les vertus du modèle allemand. Comme l'explique un soi-disant lieutenant M.L. de l'Oflag II D en Poméranie, il faut savoir saisir la main généreusement tendue par un vainqueur magnanime pour créer les conditions du renouveau français :

« Tendons une main loyale à la rude poigne allemande, mais ne griffons pas de l'autre. [...] Sachons reconnaître la valeur et la supériorité de nos adversaires d'hier, de nos amis de demain. N'ayons aucune honte à dire "Nos Amis". Ne nous cabrons pas dans une dignité inintelligente qui n'a rien à voir avec l'honneur de la bataille. Vivons cet instant qui nous amène humainement vers cette amitié, résultat logique des guerres passées où chacun a pu mesurer le courage et la qualité de la race de l'autre. Participons au concert européen en nation forte quoique meurtrie. N'attendons pas l'asservissement ou la disparition de la carte du monde²⁸. »

20 L'Europe apparaît une première fois comme le cadre du règlement définitif de l'antagonisme franco-allemand dont le continent a été la première victime. L'enjeu semble de taille : réussir là où la génération des pères avait échoué, non seulement à construire collectivement une paix victorieuse après 1918, mais aussi à utiliser l'expérience internationaliste des anciens combattants pour faire de la Grande Guerre, la Der des Der.

21 On assiste comme à une inversion de l'emboîtement des échelles d'une guerre à l'autre. Entre 1940 et 1945, l'échelle européenne définit le rapport des prisonniers français à la nation, ce qui les place aux deux extrémités des échelles : par la fréquentation quotidienne des Allemands à l'échelle locale, ils auraient appris à dépasser les préjugés et à voir l'Allemagne et son régime pour ce qu'ils sont, comprenons, un modèle, du moins une réussite politique, sociale et militaire ; par leur capacité à se retrouver derrière le maréchal Pétain, ils auraient perçu, à travers la question franco-allemande, le sens de l'histoire, à savoir, combien le jeu des nations était dépassé par l'enjeu de civilisation, une Europe attaquée par des ennemis extérieurs – l'URSS à l'est, le Royaume-Uni à l'ouest – et intérieurs – le Juif et le communiste principalement –, mais une Europe défendue par la croisade menée par le III^e Reich. Le ralliement des prisonniers sous la bannière européeniste de l'Allemagne nazie se fonderait sur le partage de valeurs et une communauté économique qui vont au-delà du discours officiel de la Révolution nationale. En devenant les médiateurs du rapprochement franco-allemand dans l'ordre brun européen, les prisonniers deviennent de facto un enjeu des négociations entre Berlin et Vichy. Ce que laisse entendre un certain Marc Problanz du stalag XI-A en Saxe-Anhalt :

« Ce qui n'aura pu se réaliser par le sommet, se réalise maintenant tous les jours par la base par le contact direct des travailleurs allemands avec des prisonniers et des civils français dans la communauté du travail. La réconciliation franco-allemande se sera cimentée, non pas dans les comités plus ou moins verbaux, mais bien dans les blés, les labours et les champs, sous les ponts roulants des usines, devant les établis, les machines et les forges, partout où le travail des hommes crée inlassablement la vie, partout où des hommes pétris de chair et de sang, animés également par l'amour du sol natal, n'aspirent qu'à un seul but : vivre libre et heureux dans la paix et le travail²⁹. »

22 Dans cette perspective, la collaboration constitue ce terrain d'entente qui permet aux captifs d'agir, de redevenir des « combattants de la Paix³⁰ », puisqu'elle doit conduire, notamment par la Relève à partir de 1942, à la libération des prisonniers qui porteront la bonne parole en France. Voilà pourquoi « la France sera européenne ou ne sera pas³¹ ».

- 23 C'est sans doute sur ce terrain d'entente européen que les propagandes du III^e Reich et de Vichy se rejoignent afin de faire des prisonniers les pionniers du rapprochement des deux pays. En effet, l'État français essaie de préparer le retour des Français retenus derrière les barbelés dans le sens de la Révolution nationale et encourage pour ce faire la mise en place de cercles Pétain que nourrissent les « colis Pétain » dans les oflags et stalags. L'Europe en tant que projet n'occupe toutefois pas le cœur de cette conversion idéologique. Le Centre d'études de la Révolution nationale – le CERN – institué dans l'oflag IV-D en Silésie diffuse bien, parmi les questionnaires envoyés par le Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre, une enquête – la dernière de la série – sur le « problème politique de l'Europe³² ». Elle interroge les captifs pour savoir si la « réconciliation des nations européennes » leur paraît possible et quels moyens pourraient la rendre durable. Elle leur demande si l'Europe peut « devenir un jour une réalité politique », à quelles conditions et quels « peuples en feraient partie » ; enfin, « comment se régleraient leurs rapports mutuels ». De façon révélatrice, cependant, les réponses n'ont pas été conservées. Les archives publiques – synthèses établies par la mission Scapini à partir du contrôle postal, témoignages collectés par le Comité de la Deuxième Guerre mondiale, fonds des amicales des camps conservés aux Archives nationales, etc... – confirment, d'une part, le faible intérêt porté au projet européen par les autorités françaises de tutelle, voire par les prisonniers eux-mêmes, et d'autre part, le décalage entre le scepticisme des opinions exprimées et l'enthousiasme exagéré des colonnes du *Trait d'Union*. Dans une note sur « les préoccupations » des prisonniers de l'oflag XI-A (Osterode), l'opinion dominante des officiers concernant l'Allemagne se caractérise par « la haine des Allemands, celle du vaincu qui ne pardonne pas au vainqueur ni la défaite matérielle, ni la blessure de son orgueil ». Dès lors, si la collaboration est « souhaitable », elle se cantonne dans le domaine économique ; si « l'organisation d'une Europe nouvelle » apparaît, notamment chez les jeunes, comme « un espoir d'apaisement des vieilles querelles », elle est envisagée, « non sous une prépondérance allemande », mais « sous l'hégémonie franco-allemande » qui prendrait la forme d'un « partage de l'Europe en deux grandes zones d'influence³³ ». Ce type de considérations ne signifie pas que la captivité en mains allemandes n'a pu être vécue comme une expérience européenne, mais qu'elle n'a revêtu aucune urgence pratique face à des priorités d'ordre matériel (vivre en camp) et affectif (contact avec les proches), excepté en termes de libération. D'où le soupçon d'adhésion opportuniste aux programmes lancés par Vichy. Il faut chercher du côté des milieux collaborationnistes pour trouver mention explicite d'un engagement français en faveur du projet européen nazi, comme l'exalte « Jeune Europe », un groupe du stalag II-B qui, dans son périodique éponyme, appelle à emprunter « la route pleine d'espoirs de la collaboration franco-allemande, pierre fondamentale de l'unité européenne et de l'Europe enfin unie et organisée », celle qui conduit « le coq gaulois [à] présid[er] au lever du soleil sur l'occident européen³⁴ ». Son audience est toutefois très limitée.
- 24 Au quotidien, à hauteur de prisonnier, l'Europe apparaît comme cet horizon qui semble détenir les clés des camps, de la fin de la séparation d'avec la patrie et la famille, mais sur lequel les vaincus ne semblent avoir aucune prise. Le millier de pages qui retracent les 1 810 jours de captivité de l'officier Georges Mongrédien – un parmi les 30 000 en Allemagne – donnent à lire l'attention portée aux sources d'information qui vantent l'Europe aux prisonniers et conditionnent leur insertion dans le nouvel ensemble continental³⁵. Dès son 96^e jour de captivité, Mongrédien note que la presse allemande

promeut le « projet de réorganisation économique sous l'égide allemande de la nouvelle Europe, libérée de la "ploutocratie anglaise"³⁶ ». Il relève par la suite, les canaux de propagande allemands, puis vichystes, qui appellent les prisonniers à participer à ce projet européen : les émissions de *Radio Stuttgart* préparées à Berlin, de *Radio Osterode* pour le camp et de *Radio Vichy* qui diffuse les discours du maréchal Pétain ; la presse écrite allemande – le journal local, certains titres de la presse nationale, tels la *Deutsche Allgemeine Zeitung* ou le journal du parti nazi, le *Völkischer Beobachter*, les publications de la propagande nazie, *Le Soldat*, puis *Le Trait d'Union* –, ensuite les titres de la presse de la collaboration, comme *L'Éclairer de l'Est* ou *Le Soir de Bruxelles*, *Matin* ou *Paris-Soir*, mais aussi *L'Œuvre*, *Gringoire*, *Le Figaro* ou encore *Candide*.

- 25 Face à ces médias qui présentent la collaboration dans le cadre du nouvel ordre européen comme une évidence, l'OPG³⁷ 2365 a tôt fait, comme ses camarades de captivité, de la traduire en termes pragmatiques et politiques, faisant des relations franco-allemandes le principal prisme d'interprétation de leur condition : puisque, ainsi qu'il le considère dès septembre 1940, l'Allemagne a gagné la guerre en Europe, la finalité première du gouvernement de Vichy doit être la libération, non du territoire, mais des prisonniers, le redressement du pays commençant dans les camps. En conséquence, tout ce qui la retarde ou l'empêche doit être combattu sans ménagement ; tout ce qui la favorise ou l'accélère soutenu sans limite, principes de jugement et d'action dont Mongrédien ne variera pas, contrairement aux mouvements d'opinion dans les camps et en France, notamment au printemps 1942³⁸. Cette lecture du réel et de l'avenir fondée sur le rapport de force entre la France vaincue et l'Allemagne puissance occupante l'amène à la politique du régime de Vichy et à sa Révolution nationale. À travers la politique de la collaboration, il aborde l'ordre européen de l'Allemagne nazie, ce qui intègre la conduite de la guerre à l'échelle continentale, voire mondiale avec l'Afrique du Nord et le théâtre Pacifique. Dès septembre 1940, Georges Mongrédien défend donc une collaboration de raison, hors de tout collaborationnisme. C'est dans ce cadre uniquement que réside la « liquidation de la gestion des prisonniers³⁹ » : le « problème de notre sort conditionne celui de la reprise économique de la France dont l'Allemagne a besoin⁴⁰ ». Jusqu'à la fin de la guerre, il soutient les vrais collaborateurs, ceux qui réalisent le rapprochement avec l'Allemagne contre ceux qui se contentent de le radoter. Le refus de la Relève dans le pays est ainsi perçu comme une « incompréhension totale des possibilités d'avenir de la France⁴¹ ». Quand s'annonce la fin du conflit, Georges Mongrédien ne conçoit plus une sortie de guerre de celle-là parmi l'Europe des vainqueurs, mais comme « un pays "à la remorque" » qui devra se modeler sur le plus fort, allemand ou anglo-américain⁴². « Tant pis pour [les Français] », se résigne-t-il, « ils n'ont qu'à s'en prendre à leur égoïsme, à leur manque de sens politique, à leur aveuglement, il faudra bien subir⁴³. » Cette position qui conduit à une impasse géopolitique ne provoque cependant aucune remise en cause du lien avec l'Allemagne dans le contexte européen.
- 26 Pourtant, Georges Mongrédien comme les autres prisonniers a été confronté à une contradiction qui a fini par détourner nombre de partisans du rapprochement avec l'Allemagne : la collaboration, même dans ses phases les plus intenses, n'a pas provoqué de libérations massives⁴⁴. Les espoirs d'un rapatriement précoce et général de ceux qui devaient devenir les meilleurs propagandistes de la collaboration se transforment en aigreur, comme en témoignent les fortes tensions à propos de l'embauche – l'« emboche », disent certains – comme travailleurs volontaires en Allemagne et le rejet unanime de la mission Scapini, ces « Jean sans foutre » incapables d'obtenir quoi

que ce soit⁴⁵. Le prisonnier Mongrédien en tire, en février 1942, la conséquence logique – la captivité sera longue – mais sans remettre en cause sa lecture idéologique ni s’interroger sur les termes du marché de dupes entre Vichy et Berlin.

- 27 Pour lui, c’est le manque de finesse des Allemands qui les a empêchés d’obtenir « 95 % de collaborationnistes » dans les camps. « L’histoire de la collaboration franco-allemande [...] évoque [en définitive] les efforts d’une femme en couches, qui ne parviendrait pas à expulsion⁴⁶ ». Mais cet échec renvoie également à la politique intérieure de Vichy et aux modalités du redressement national comme à l’ambiguïté de la Révolution nationale diffusée dans les camps : en septembre 1941, il regrette que l’« on n’a jamais eu le courage (il en aurait d’ailleurs fallu) de dire : Être derrière Pétain, c’est approuver sa politique de réconciliation européenne, de collaboration sincère (le mot est de lui, non de moi) avec l’Allemagne⁴⁷ ». Et de conclure, cinq mois et demi plus tard, désabusé par la greffe avortée dans les camps de la Révolution nationale voulue par Pétain :

« Et on arrive à ce résultat paradoxal : derrière bien sûr ! Mais s’il parle de collaboration et de réconciliation de l’Europe, c’est qu’il ne peut faire autrement, mais nous, nous ne marchons pas. [...] on parle ouvertement de revanche. [...] Ici on entend couramment : “Les Russes sont notre dernier espoir.” [...] On peut affirmer que toute la vie politique du camp se limite à haïr nos gardiens. Le résultat ? C’est que le jour – fatal selon moi – où le Maréchal sera amené, de gré ou de force à faire effectivement la politique de ses discours, qui ne sont encore que des discours, n’aura personne pour le soutenir, parmi les prisonniers⁴⁸. »

- 28 La capitulation sans condition de l’Allemagne nazie et la construction d’une mémoire nationale fondée sur des mémoires résistantes – gaulliste ou communiste – rendent plus inaudibles encore les prisonniers de guerre français dans la France de la Libération et de la Reconstruction, gelant pour ainsi dire la conversion de leur expérience européenne issue de la guerre à l’espace privé : une fois le conflit achevé, le premier voyage que Georges Mongrédien effectue avec ses fils les conduit à Cologne, dans une Allemagne marquée par les ruines de la défaite. Mais il ne publiera aucune réflexion tirée de ses notes et carnets, préférant, en la matière, vivre en « reclus volontaire, en moine laïque » après son retour⁴⁹. Combien sont-ils à avoir suivi la même voie ?

Les prisonniers de guerre allemands : de la transformation aux jumelages

- 29 En termes d’engagement collectif, les anciens prisonniers se sont bien organisés en réseaux, une fois rapatriés et versés dans la résistance, qui finissent par fusionner pour créer le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD), dont un certain François Mitterrand devient le président à la Libération⁵⁰. Cependant, à l’instar du premier après-guerre mais selon des modalités et raisons différentes, l’échec de ces organismes à devenir des forces politiques illustre combien la captivité, phénomène collectif, a pu influencer des individualités de premier plan dans leur orientation européenne, mais s’est pas imposée comme une expérience à l’origine d’une politique européenne spécifique.
- 30 Certes, la ligne de continuité dans la conception européenne des milieux résistants à celui des anciens combattants est sans conteste l’hostilité à l’Allemagne, sous ses deux espèces, occupant nazi pendant la guerre, vaincu après 1945. Comme le rappelle Pieter

Lagrou, « l'irénisme de la tradition européeniste oublie le problème allemand qui est la dimension centrale de l'intégration européenne dans ces années de construction, dimension primordiale en particulier pour les résistants et les victimes du nazisme⁵¹ ». Mais cette continuité est moins liée à l'héritage direct de la captivité qu'à sa rapide instrumentalisation par la Guerre froide dont les logiques font de l'Allemagne le terrain d'affrontement privilégié entre deux visions de l'Europe. À la question « Que faire de l'Allemagne ? », *Le Patriote résistant*, l'organe de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes, d'obédience communiste, répond par une critique en règle de la politique d'occupation dans les zones occidentale qui serait trop douce et conduirait à exonérer trop rapidement les Allemands de leurs crimes⁵². Critique destinée à une Europe atlantiste. *Le PG*, publié par la Fédération nationale des prisonniers de guerre, appelle également à l'internationalisation de la Ruhr et au détachement de la Sarre ; elle insiste sur la nécessité d'un traité de paix « sévère mais juste » avec l'Allemagne :

« Il n'est pas question d'encercler l'Allemagne dans un corset d'acier ni de déporter ou d'exterminer soixante millions d'êtres humains, mais de la convaincre qu'elle ne peut se relever de ses ruines que par son propre travail⁵³. »

- 31 Le bureau fédéral de l'association prend peu à peu conscience que la résolution de la question de la paix en Europe à travers le sort réservé à l'Allemagne « n'est pas à l'échelle de la fédération et qu'une manifestation [dont l'opportunité révèle les divisions au sein du bureau] entreprise par elle sera sans grande portée⁵⁴ ». La guerre froide, en réduisant l'influence de la France sur le continent européen, inverse le jeu des échelles entre national et européen et brouille ses moyens d'action. C'est dans cette configuration que la troisième expérience de captivité – celle des Allemands en mains françaises entre 1945 et 1948 – acquiert une dimension politique dans la redéfinition des liens de la France avec l'Allemagne en Europe de l'Ouest.
- 32 Lorsque les autorités françaises réclament aux Alliés 2,1 millions de prisonniers de guerre allemands à l'été 1945, ce n'est plus pour des raisons militaires mais essentiellement politiques : faire reconstruire le pays par ceux qui l'ont rendu exsangue. Sur les 700 000 finalement détenus, 322 450, en moyenne, travailleront dans tous les secteurs de l'économie française entre le 15 février 1945 et le 1^{er} novembre 1948. Les autorités doivent gérer une situation contradictoire : convaincre les employeurs potentiels d'embaucher des prisonniers de guerre ; éviter que cette proximité à l'échelle locale ne brouille les statuts de vaincus et de vainqueurs. Présenté comme une main-d'œuvre captive, le prisonnier allemand doit solder les comptes de l'Occupation mais être traité comme un soldat de la Reconstruction⁵⁵. On parle alors moins d'Europe que d'Européens, d'autant que la dimension rééducative (« de ré-orientation » comme on disait alors) n'est pas absente de la gestion de cette captivité de masse.
- 33 Comme le gouvernement, la Fédération nationale des prisonniers de guerre considère le captif allemand sous le strict angle des réparations économiques et symbolique et se trouve confronté au même dilemme, concilier nécessité économique et mobilisation culturelle. Les dix articles de son journal, *Le PG*, en 1945 renvoient ainsi une certaine image non pas tant du prisonnier que de ce qui est considéré comme devant être la relation normale des Français vis-à-vis du vaincu. Les prisonniers et déportés français protestent ainsi contre les « procédés inhumains employés à certains endroits⁵⁶ » et définissent les règles de traitement pour limiter tout contact. La logique d'utilisation

qui domine est purement économique – au travail mais hors du contact avec des Français – et exclut toute considération politique de rapprochement.

- 34 Le tournant se produit en 1947 : la descente au village des prisonniers employés comme ouvriers agricoles instaure une proximité quotidienne au puissant pouvoir sur les sentiments antiallemands ; la réévaluation de l'Allemagne dans la politique européenne des États-Unis les pousse à obliger des Français à libérer leurs prisonniers fin 1948. Pour faire face à la demande américaine sans compromettre le plan Monnet de modernisation, les autorités françaises proposent mi-1947 aux captifs de rester travailler en France pendant un an comme travailleur civil libre. Fin 1948, 137 000 choisissent de rester en France. Succès relatif mais insuffisant pour combler les besoins en main-d'œuvre. L'Europe de l'Ouest et l'Allemagne en particulier se révèlent être de formidables réservoirs en main-d'œuvre. Dès lors, les prisonniers transformés deviennent le principal argument de campagne en Allemagne afin d'encourager une immigration allemande massive qu'il s'agit dorénavant de fixer, si possible définitivement : un million de travailleurs allemands sont ainsi attendus. Avec l'immigration qualitative apparaissent les premières considérations en termes de rapprochement. Une note sans doute de fin 1947 souligne l'intérêt politique d'une telle immigration :

« Les travailleurs allemands se familiariseront avec les institutions démocratiques françaises. Il est certain qu'ils en tireront un enseignement fécond et le rapprochement entre la France et l'Allemagne en sera facilité⁵⁷. »

- 35 La presse, dans la zone française d'occupation, se fait l'écho d'un tel renversement de perspective dans les articles abordant la transformation entre fin 1947 et mars 1949, comme dans l'*Allgemeine Zeitung und Wirtschaftsblatt* de Mayence. Un premier article de juin 1947 qualifie de « processus historique » la transformation, car elle permet enfin aux deux peuples de se connaître après des décennies de vains efforts :

« Chacun sait que les deux trouveraient l'un dans l'autre suffisamment de valeur pour se respecter et s'apprécier mutuellement, en particulier pour se comprendre et vivre ensemble dans un esprit de concorde et d'attachement en bons voisins⁵⁸. »

- 36 Un an plus tard, un nouveau pas est franchi avec un article présentant le chemin parcouru par les prisonniers transformés comme « [...] un atout sur le chemin vers une entente européenne, en particulier vers une mise à plat et un rapprochement franco-allemand⁵⁹ ». Même sous régime de la censure *a posteriori*, une telle interprétation politique semble forcer le réel. Non pas tant car elle fabriquerait une expérience de connaissance de l'autre qui n'aurait pas eu lieu, mais car elle présuppose existant le cadre politique qui autoriserait l'expression dans la sphère publique d'une représentation acquise dans la sphère privée, qu'elle rendrait enfin possible la jonction de l'échelle nationale à l'échelle européenne. Or, celle-ci ne s'instaura véritablement qu'avec le traité sur la coopération franco-allemande, dit de l'Élysée, signé en 1963. Il offre alors un cadre aux sociétés civiles qui s'emparent de la question européenne sous une forme inédite. Dans cette dynamique née dans les années 1950, les anciens prisonniers ont joué un rôle central, comme en atteste leur forte présence dans les premiers comités de jumelage.

- 37 Le jumelage entre villes françaises et allemandes s'impose progressivement comme le symbole de ce rapprochement. Les déportés et prisonniers jouent un rôle particulièrement actif dans ces « réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait » (Robert Schuman). Le premier est conclu en 1950 entre Ludwigsburg et Montbéliard, dont le maire, Lucien Tharradin, est un ancien déporté de Buchenwald. La

Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre (FNCPG) en France a promu le rapprochement entre les anciens captifs français et allemands dans le cadre « d'une réconciliation nécessaire entre les anciens adversaires ». En 1957, pour la première fois depuis 1945, des anciens prisonniers belges, français, néerlandais, italiens se retrouvent en Allemagne, à l'invitation du *Verband der Heimkehrer* (Association des rapatriés). Cet engagement des ennemis d'hier promu par la FNCPG est à l'origine de 126 jumelages bilatéraux, comme entre Saint-Étienne et Wuppertal en 1962. Il a été structuré autour des réseaux associatifs d'anciens prisonniers, notamment de la Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre à l'échelle européenne⁶⁰, mais son succès vient de son écho dans la société civile qui le prolonge et l'amplifie bien au-delà du milieu des anciens combattants.

Conclusion

- 38 Les prisonniers de guerre entretiennent avec l'Europe à la fois un rapport particulier du fait de leur expérience de guerre à front renversé et une relation qui engage aussi bien la société à laquelle ils appartiennent que celle qui les détient. D'une guerre mondiale à l'autre, certains caractères se retrouvent, que ce soit dans les acteurs, les discours et les postures, qui font de l'Europe un horizon d'attente pour l'après-guerre ou bien un cadre d'action défini par la force des armes. La place du captif – comme acteur et représentation – dans l'idée européenne constitue donc un prisme particulièrement fin pour comparer sur le « court XX^e siècle » les deux conflits mondiaux et les sorties de guerre. Il permet de comprendre comment l'on est passé, entre 1914 et les années 50, d'une culture de la défaite à une culture de la paix et comment également s'est redéfinie l'articulation entre échelles nationale et européenne.

NOTES

1. Entre 350 000 et 429 200 Allemands sont détenus en France, tandis qu'entre 446 300 et 600 000 Français sont retenus prisonniers dans le *Reich*.
2. Rüdiger Overmans, « "In der Hand des Feindes". Geschichtsschreibung zur Kriegsgefangenschaft von der Antike bis zum Zweiten Weltkrieg », dans Rüdiger Overmans (éd.), *In der Hand des Feindes. Kriegsgefangenschaft von der Antike bis zum Zweiten Weltkrieg*, Cologne, Böhlau, 1999, p. 1-39, ici p. 20.
3. Service historique de la Défense [SHD], Vincennes, service de l'armée de terre, 16 N 2477. Cité par Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Noesis, 1998, p. 292.
4. Sur ce tournant, voir Frank Biess, *Homecomings: Returning POWs and the Legacies of Defeat in Postwar Germany*, Princeton, Princeton University Press, 2009.
5. Bundesarchiv, Militär-Abteilung, Freiburg, B 205/1584 : Document n° OKW/143 du 5 mars 1945 de Wilhelm Keitel.
6. Selon le mot d'Éric Hobsbawm dans *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1999.

7. Michael Pollak, *L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Éd. Métailié, 2000, p. 10 et p. 276.
8. Julia Eichenberg et John Paul Newman (dir.), *The Great Wart and Veterans' Internationalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.
9. Bernard Delpal, « Entre culpabilité et réparation, la douloureuse situation des prisonniers de guerre allemands maintenus en France au temps du traité de Versailles », *14-18, Aujourd'hui - Today - Heute*, « *Marginaux, marginalité, marginalisation* », n° 4, 2001, p. 125-138.
10. « Und mehr als bei allen anderen Kategorien von Kriegsteilnehmern herrscht bei ihnen der aufrichtige Wunsch vor, ihre ganzen Kräfte in den aufbauenden Dienst der Gesamtheit zu stellen, den zu seiner ganzen Entfaltung zu bringen es nur eines kleinen Anstoßes bedarf » ([Auteur non précisé], « Unsere Denkschrift und die Antwort der Regierung », *Der Heimkehrer. Verbandsblatt der Reichvereinigung ehemaliger Kriegsgefangener*, 15 novembre 1920, n° 29, p. 1).
11. « Also, erst Volkversöhnung und innere Gesundung, dann Völkerversöhnung » (W. Fehr v. Lersner, « Zum neuen Jahre. Was wir unseren Kameraden, uns und unserer Heimat wünschen », *Der Heimkehrer*, n° 1, 3 janvier 1920, p. 1).
12. « Wir dürfen nie vergessen, dass wie uns als Volksgenossen Achtung untereinander schuldig sind ; wir müssen das Gemeinsame über das Trennende setzen, denn uns bindet die Heimat, uns bindet unsere Volksgemeinschaft » (Dr. Sivens, « Weihnachten », *Der Heimkehrer*, n° 26, 25 décembre 1921, p. 1).
13. « Die ersten Jahre der Gefangenschaft haben uns alle innerlich reifer gemacht und den Blick für gewisse Notwendigkeiten gegeben, der den Meisten in der Heimat vollkommen verloren gegangen war » (Dr. Baier, « Warum ist der "Ehemalige" besonders berufen zur Mitarbeit am Wiederaufbau der Heimat ? », *Der Heimkehrer*, n° 21, 1^{er} novembre 1921, p. 2).
14. « [...] Jeder von uns [...] hat nicht ohne einen berechtigten Stolz erkennen können, dass deutsche Kultur und deutsche soziale Zustände den fremden in vielen, vielen Dingen überlegen sind. Andererseits sahen wir nicht nur die Schwächen, sondern auch die Vorzüge der fremden Verhältnisse und gewannen daraus wertvolle Kenntnisse » (Dr. Sivens, « Unsere Zukunft », *Der Heimkehrer*, n° 4, 15 avril 1922, p. 2).
15. « Die "Fortführung des Krieges mit anderen Mitteln" - nämlich als Wirtschaftskrieg - [...] » (Friedrich, « Wir und die Revision des Versailler Diktats », *Der Heimkehrer*, n° 2, 1^{er} décembre 1921, p. 2).
16. « [...] Weil sie in langen Jahren nicht nur die furchtbar zerstörten Gebiete gesehen haben, nein weil sie auch miterlebt und mitgeföhlt haben, wie die früheren Bewohner den Versuch unternahmen, auf dem Zerstörten unter Anwendung der primitivsten Mittel ein neues Heim zu bauen » (Kurt Grossmann, « Der Wiederaufbau in Frankreich und die Kriegsgefangenen », *Der Heimkehrer*, n° 7, 16 juillet 1922, p. 2).
17. « Der Wiederaufbau der zerstörten Gebiete muss eine Forderung aller kulturfördernden Bewegungen sein, denn er soll dazu beitragen, die Wunden dieses Krieges zu lindern und die Völker zu versöhnen » (*ibid.*).
18. Suggestion qui rappelle la proposition allemande en 1919 de remplacer les prisonniers encore détenus en France par des *Zivil-Bataillonen* de travailleurs volontaires.
19. « Eine Erkenntnis, welche in unserem Volk unbedingt breiteren Raum gewinnen muss, wenn wir zur Einigung gelangen wollen » (Dr. Sivens, « Der 6. Bundestag der REK in Nürnberg, Eilbericht », *Der Heimkehrer*, n° 5, 15 mai 1922, p. 2).
20. Rainer Pöppinghege, « "Kriegsteilnehmer zweiter Klasse" ? Die Reichsvereinigung ehemaliger Kriegsgefangener 1919-1933 », *Militärgeschichtliche Zeitschrift*, n° 64/2, 2005, p. 391-423, ici p. 419.
21. Palmier, Stalag VIIA, « Les prisonniers devant la relève et la collaboration », *Le Trait d'Union*, n° 256, 10 janvier 1943, p. 1-2, ici p. 1.
22. Chiffre de 1939.

23. Message du 26 août 1941 aux prisonniers de guerre rapatriés. Cité dans : Philippe Pétain, *Discours aux Français, 17 juin 1940 - 20 août 1944*, textes établis par J.-C. Barbas, Paris, Albin Michel, 1989, p. 179-180.
24. Voir Yves Durand, *La Captivité. Histoire des prisonniers français 1939-1945. Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre et des Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc*, Paris, 1981, p. 310-311 ; Pieter Lagrou, *Mémoires patriotiques et Occupations nazies*, Bruxelles, Complexe, 2003, p. 107-108.
25. Henry Rouso, *Le Régime de Vichy*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.
26. En septembre 1941 fut institué le Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre rapatriés et aux familles de prisonniers en charge des Maisons du prisonnier dans les départements (150 en 1945) et des Centres d'entraide à l'échelle locale, avec l'aide de l'association des prisonniers libérés. Sur le sujet, voir notamment : Marie-Thérèse Chabard, « Les organes français chargés des prisonniers de guerre sous le gouvernement de Vichy », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 37, janvier 1960, p. 3-14.
27. Philippe Goldman, « La Propagande allemande auprès des prisonniers de guerre français à travers *Le Trait d'Union*, 1940-1945 » dans [Collectif], *Les Prisonniers de guerre au XX^e siècle : Actes du séminaire de Châteauroux du 13 mars 2004*, Châteauroux, CREDI, 2005, p. 33-42.
28. Lt. M. L. (Oflag II D), « Le point de vue d'un officier Français ! Ouvrez les yeux », *Le Trait d'Union*, n° 70, 30 mars 1941.
29. Marc Pobanz, « Vers la réconciliation », *Le Trait d'Union*, n° 225, 24 septembre 1942.
30. Marcel Cros, « Prisonniers de guerre. Combattants de la paix », *Le Trait d'Union*, n° 120, 21 septembre 1941.
31. Alfred Delos, « Être ou ne pas être », *Le Trait d'Union*, n° 249, 17 décembre 1942.
32. Archives nationales [« AN »], Pierrefitte-sur-Seine, F9 3094
33. AN, 72 AJ 295 : Dossiers sur plusieurs oflags.
34. AN, F9 2894 : Groupe Jeune Europe du Stalag II B, sans date.
35. Georges Mongrédien, officier de réserve, est capturé le 17 juin 1940 et libéré le 1^{er} juin 1945 après avoir connu trois camps en Allemagne (l'oflag XI A en Basse-Saxe, l'oflag IV-D en Saxe et le château de Colditz). Pour une présentation de son parcours et une lecture de ce corpus : Anne-Marie Pathé, Yann Potin et Fabien Théofilakis, *Archives d'une captivité, 1939-1945 : l'évasion littéraire du capitaine Mongrédien*, Paris, Éditions Textuel, 2010.
36. Institut d'histoire du temps présent [« IHTP »], ARC 132, fonds Mongrédien : Cahier 5, 20 octobre 1940, p. 152-153.
37. Pour « officier prisonnier de guerre ».
38. Jean-Bernard Moreau, « Attitudes, moral et opinions des officiers français », thèse, université Paris IV, sous la direction de Dominique Barjot, 2001.
39. IHTP, ARC 132, Cahier 6, 30 octobre 1940, p. 194-195.
40. IHTP, ARC 132, Cahier 5, 23 septembre 1940, p. 156-157.
41. IHTP, ARC 132, Cahier 14, 21 septembre 1942, p. 588-589.
42. *Ibid.*, 16 octobre 1942, p. 600-601.
43. IHTP, ARC 132, Cahier 11, 26 août 1941, p. 386-387.
44. D'après un bilan de 1947, sur les 604 293 prisonniers libérés par l'Allemagne, moins de 37 % l'ont été grâce à l'intervention de Vichy.
45. IHTP, ARC 132, Cahier 11, 1^{er} septembre 1941, p. 392.
46. IHTP, ARC 132, Cahier 13, 24 novembre 1941, p. 444.
47. IHTP, ARC 132, Cahier 11, 11 septembre 1941, p. 400-401.
48. IHTP, ARC 132, Cahier 14, 17 février 1942, p. 485-486.
49. IHTP, ARC 132, Cahier 14, 25 décembre 1942, p. 634-635.
50. Voir la réédition de l'ouvrage de Jean Védrine, *Dossier. Les prisonniers de guerre, Vichy et la Résistance, 1940-1945*, Paris, Fayard, 2013 (1^{ère} édition : 1981). Sur le retour des prisonniers

français : Christophe Lewin, *Le Retour des prisonniers de guerre français : naissance et développement de la FNDPG. 1944-1952*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

51. Pieter Lagrou, « La Résistance et les conceptions de l'Europe, 1945-1965. Le monde associatif international d'anciens résistants et victimes de la persécution devant la Guerre froide, le problème allemand et l'intégration européenne » dans Antoine Fleury et Robert Frank (dir.), *Le Rôle des guerres dans la mémoire des Européens. Leur effet sur la conscience d'être européen*, Berne, Peter Lang, 1997, p. 140.

52. Voir par exemple : Maurice Lampe, « Les Allemands et nous », *Le Patriote résistant*, n° 14, 15 septembre 1946, p. 1.

53. Sylvestre, « Avant le traité de paix avec l'Allemagne », *Le PG*, n° 23, 20 mars 1947.

54. « Réunion du bureau fédéral élargi du 09 octobre 1948 : action en faveur de la paix », *Le PG*, n° 63, 26 octobre 1948.

55. Sur cette dernière expérience de captivité de masse entre la France et l'Allemagne : Fabien Théofilakis, *Les Prisonniers de guerre allemands. France, 1944-1949. Une captivité de guerre en temps de paix*, Paris, Fayard, 2014.

56. « 5° Emploi des prisonniers allemands dans l'agriculture », *Le PG*, n° 12, 30 novembre 1945, p. 40.

57. Archives de la zone française d'occupation en Allemagne et en Autriche, La Courneuve, AP 101-27 : Note « Recrutement de la main-d'œuvre allemande », sans date.

58. « Deutsche Arbeiter in Frankreich », *Allgemeine Zeitung und Wirtschaftsblatt, Wochenausgabe des neuen Mainzer Anzeigers. Hauptausgabe, Mainz*, n° 78, 5 décembre 1947, p. 7.

59. « Als Zivilarbeiter in Frankreich. Auszüge aus Briefen in die Heimat », *Allgemeine Zeitung und Wirtschaftsblatt*, n° 68, 28 mai 1948, p. 2.

60. Sur le rôle des associations d'anciens prisonniers dans les jumelages : François Cochet, « La captivité de 1939-1945 et les jumelages des villes : du rêve au réveil », dans Sylvie Caucanas, Rémy Cazals et Pascal Payen, *Les Prisonniers de guerre dans l'histoire : contacts entre peuples et cultures*, Paris, Privat, 2003, p. 293-304. « Le rôle des anciens prisonniers et des anciens déportés français dans le rapprochement franco-allemand (1945-1965) » dans Antoine Fleury et Robert Frank (dir.), *Le Rôle des guerres [...]*, p. 123-135. Sur les jumelages dans une perspective historique plus large : Corine Defrance, « Les jumelages franco-allemands. Aspect d'une coopération transnationale », *Vingtième siècle*, n° 99/3, 2008, p. 189-191.

RÉSUMÉS

La captivité en guerre mondiale est un phénomène massif qui confronte, sur de longues périodes, une frange non négligeable de soldats à l'ennemi non plus dans la violence du combat, mais dans l'inégalité des armes, faisant paradoxalement du vaincu un médiateur potentiel pour le temps d'après la victoire ou la défaite. Ce face-à-face à fronts renversés engage ainsi un triple horizon : d'action, déterminé par les contacts du captif avec l'ennemi détenteur ; d'attente, qui oblige le prisonnier à préciser son lien avec la communauté nationale mobilisée ; d'espérance, quand il s'agit de convertir l'expérience de captivité en engagement pour la paix en Europe. Le positionnement des anciens prisonniers de guerre allemands dans les années vingt entre pacifisme et révisionnisme, le rôle des captifs français en mains allemandes dans le nouvel ordre européen élaboré par les nazis et l'implication des Allemands prisonniers en France au sortir de

la Seconde Guerre mondiale dans les jumelages une décennie plus tard offrent trois exemples de croisement entre échelles nationales et européennes, trois cas également d'influence des guerres et de l'après-guerre sur l'idée européenne.

Captivity in wartime was a massive phenomenon that led a significant proportion of soldiers to be confronted with the enemy, not through violent fighting anymore, but rather through the inequality of arms. This situation paradoxically made the vanquished a potential mediator for the time after the battle. This confrontation between vanquished and vanquisher behind the lines opens up three perspectives: a perspective of actions determined by the contacts between the captive and his captors, a perspective of expectations which forced the prisoner to clarify his connection with the mobilized national community, and a perspective of hope when the experience of captivity can be supposed to be converted into a commitment to peace in Europe. The place of former German prisoners of war between pacifism and revisionism during the Twenties, the role of French captives in German hands in the new European order set up by the Nazis, as well as the implication of WWII German prisoners in France in town twinning a decade later provide three examples of interactions between national and European levels, three cases of how war and post-war periods may promote the European idea.

INDEX

Index géographique : Europe, Allemagne, France

Keywords : First World War, Second World War, Prisonners of War, Vichy Regime, National-Socialism, Europe, Germany, France

Index chronologique : Première Guerre mondiale, Seconde Guerre mondiale

Mots-clés : prisonniers de guerre, régime de Vichy, national-socialisme

AUTEUR

FABIEN THÉOFILAKIS

Professeur invité DAAD

Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal